

b) *Les dispositions de l'article VIII ne s'appliquent pas à la délivrance de licences obligatoires accordées relativement à des droits de propriété intellectuelle, ni à la révocation, à la limitation ou à la création de droits de propriété intellectuelle, pour autant que telle délivrance, révocation, limitation ou création soit conforme à l'Accord relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce de l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round intervenu à Marrakech le 15 avril 1994.*

(2) *Les dispositions des articles II, III, IV et V du présent Accord ne s'appliquent pas :*

- a) *aux marchés d'un gouvernement ou d'une entreprise publique;*
- b) *aux subventions ou subsides versés par un gouvernement, y compris les prêts, garanties et assurances accordés avec le soutien d'un gouvernement ou d'une entreprise publique;*
- c) *à toute mesure déniaut aux investisseurs de l'autre Partie Contractante et à leurs investissements les droits ou privilèges conférés aux peuples autochtones du Canada; ou*
- d) *à un programme d'aide à l'étranger, actuel ou futur, visant à promouvoir le développement économique, que ce soit au titre d'un accord bilatéral ou en application d'un arrangement ou d'un accord multilatéral, tel que l'Accord de l'OCDE sur les crédits à l'exportation.*

(3) *Les investissements effectués dans les industries culturelles sont soustraits aux dispositions du présent Accord. L'expression « industries culturelles » désigne les personnes physiques et les entreprises qui se livrent aux activités suivantes :*

- a) *la publication, la distribution ou la vente de livres, de revues, de périodiques ou de journaux sous forme imprimée ou exploitable par machine, mais non l'activité consistant uniquement à les imprimer ou à les composer;*
- b) *la production, la distribution, la vente ou la présentation de films ou d'enregistrements vidéo;*
- c) *la production, la distribution, la vente ou la présentation d'enregistrements de musique audio ou vidéo;*
- d) *l'édition, la distribution, la vente ou la présentation de compositions musicales sous forme imprimée ou exploitable par machine; ou*
- e) *les radiocommunications dont les transmissions sont destinées à être captées directement par le grand public, et toutes les activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de câblodistribution et tous les services des réseaux de programmation et de diffusion par satellite.*